



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

ARRÊTÉ

du - 6 MARS 2020

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement
et de l'arrêté préfectoral n° 2006-142-9 du 22 mai 2006 réglementant sa carrière de
sable et gravier sise à Sierentz au lieu-dit « Rittiecke »**

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** le plan de remise en état de la carrière au lieu-dit « Rittiecke » transmis par l'exploitant le 12 janvier 2006,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-142-9 du 22 mai 2006 portant autorisation d'exploiter une carrière de sable et gravier, à Sierentz, au lieu-dit « Rittiecke », à la société Est Granulats,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin,
- VU** la visite d'inspection du site de la carrière du 12 février 2020,
- VU** le rapport du 19 février 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin a déclaré au préfet le 5 septembre 2019 la cessation définitive d'activité de sa carrière de Sierentz au lieu-dit « Rittiecke » et la fin des travaux de remise en état,

CONSIDÉRANT que dans le cadre d'une cessation définitive d'activité l'exploitant doit prendre des mesures de mise en sécurité et que l'article R.512-39-1-II-2° prévoit notamment que soient prises des mesures pour interdire ou limiter l'accès au site,

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 susvisé impose que l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2020 susvisée il a été constaté que le merlon de matériau de découverte qui constitue le dispositif de clôture sur la limite Nord-Ouest de la carrière s'arrête avant l'angle Nord-Ouest de la carrière ; il ne s'oppose donc

pas à l'intrusion sur le site dans ce secteur ce qui constitue une non-conformité à l'article R.512-39-1-II-2° du code de l'environnement et à l'article 11 de l'arrêté du 22 mai 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que le plan de remise en état de la carrière communiqué par l'exploitant le 12 janvier 2006 préalablement à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 mai 2006 prévoit notamment :

- la réalisation sur le talus Nord-Ouest de la carrière, entre la banquette périphérique (au-dessus du talus) et la piste de circulation (au pied du talus) de trois secteurs distincts à l'état graveleux (pour un linéaire total d'environ 150 mètres linéaires) qui s'intercalent avec le reste du talus végétalisé,
- la réalisation sur la berge Nord-Ouest de la partie en eau de trois secteurs de berge en épis,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2020 il a été constaté que :

- le talus à sec Nord-Ouest ne dispose que d'un seul secteur à l'état graveleux, en partie Ouest, pour un linéaire d'environ 110 mètres linéaires,
 - la berge Nord-Ouest de la partie en eau ne dispose que d'un secteur en épis,
- ce qui constitue une non-conformité à l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT toutefois que l'exploitant a réalisé le 14 février 2020 de nouvelles zones en épis sur la berge Nord-Ouest pour porter à quatre la totalité de ces zones et la mettre en conformité,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 2 avenue du Général de Gaulle – 92148 CLAMART, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa carrière de sable et gravier de Sierentz au lieu-dit « Rittiecke », les prescriptions de l'article R.512-39-1-II-2° du code de l'environnement et les articles 11 et 30 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 susvisé reprises dans le présent arrêté.

Article 2 : Au plus tard le 15 mars 2020, conformément aux prescriptions de l'article R.512-39-1-II-2° du code de l'environnement, s'agissant des mesures d'interdiction d'accès au site de la carrière et plus particulièrement pour la partie Est de la limite Nord-Ouest :

« (...) Ces mesures [de mise en sécurité du site] comportent, notamment : (...); - 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site (...). ».

Article 3 : Au plus tard le 15 mars 2020, conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 susvisé, s'agissant du dispositif de clôture en partie Est de la limite Nord-Ouest de la carrière :

« (...) L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace au tout autre dispositif équivalent. Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. ».

Article 4 : Au plus tard le 15 mars 2020, conformément aux prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 susvisé, s'agissant des mesures de remise en état de la carrière dont il est fait état au plan de remise en état transmis par l'exploitant le 12 janvier 2006 s'agissant de la réalisation sur le talus Nord-Ouest de la carrière, entre la banquette périphérique (au-dessus du talus) et la piste de circulation (au pied du talus) de trois secteurs distincts à l'état graveleux (pour un linéaire total d'environ 150 mètres linéaires) qui s'intercalent avec le reste du talus végétalisé :

« (...) Cette remise en état doit être accomplie (...) et conformément au plan (...). ».

Article 5 :


En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le 6 MARS 2020

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

